

Actions Intégrées de Développement

Rapport d'activité 2021

AID Coordination ASBL
Chaussée de Haecht, 579
1030 Bruxelles

TABLE DES MATIERES

1. INTRODUCTION	3
2. LES CENTRES	5
3. LES STAGIAIRES	8
4. L'AID COORDINATION ET LE CAHIER DES CHARGES	9
4.1. LA REPRÉSENTATION	9
4.2. L'AIDE A LA GESTION	13
4.3. L'AIDE AU DÉVELOPPEMENT	17
4.4. LA RÉFLEXION ET L'ANIMATION PÉDAGOGIQUE	23
4.5. L'INFORMATION ET LA COMMUNICATION	30
5. CONCLUSIONS	33
LES TEMPS FORTS DE 2021	33
LES PERSPECTIVES 2022	34
ANNEXES	37

1. INTRODUCTION

Le réseau des AID a, depuis son origine, l'ambition d'accompagner et de soutenir des acteurs de développement dans le domaine de la formation et l'emploi. Ce développement s'entend au départ des territoires, en fonction des besoins socioéconomiques locaux, au plus proche des acteurs de terrain et des publics, dans une perspective durable, solidaire et égalitaire.

Ces principes, nous veillons à les mettre en œuvre avec cohérence, tant dans nos actions, que dans nos méthodes. Il s'agit d'une vision que l'on pourrait qualifier de "progressiste", "constructive", qui s'incarne dans l'action et la mise en projet.

Mais en 2020, la pandémie a bouleversé le plan d'action relatif à l'accompagnement tel que défini par les membres du réseau en début d'année. Il a fallu répondre avec une grande réactivité à un besoin d'information et de compréhension d'un environnement devenu inintelligible. En 2021 s'il n'est plus question de surprise, le contexte n'en est pas demeuré moins incertain et fragilisant tant pour les stagiaires, les travailleurs que les institutions elles-mêmes. L'équipe de l'AID Coordination s'est donc préoccupée d'apporter des réponses en termes de soutien concret sur différents aspects liés à la gestion des centres :

Soutien à la gestion administrative

- Création et mise à jour de ressources partagées en termes de protocoles sanitaires
- Adaptation du cadre de procédure commun afin de rendre compte de la participation des stagiaires aux activités de formation et d'accompagnement au fil de l'évolution de celles-ci et de l'évolution du cadre administratif en la matière
- Développement d'appels à marchés types pour justifier des subventions exceptionnelles consenties par le gouvernement afin de faire face à la digitalisation des formations
- Production d'outils de communication et de gestion synthétiques, complets et concrets pour permettre aux opérateurs d'adapter leur organisation aux évolutions légales et administratives
- Accompagnement individuel des centres à la mise en œuvre de ces différents outils
- Mutualisation des bonnes pratiques sur un support web

Soutien à la gestion financière

- Développement d'outils de monitoring interne
- Développement d'outils internes afin de travailler les budgets 2021 sur base du cadre financier, au fil des évolutions de celui-ci
- Participation au monitoring sectoriel
- Accompagnement des centres à l'utilisation de ces outils et travail d'analyse sur les résultats
- Mutualisation des bonnes pratiques sur un support web
- Accompagnement particulier des centres HORECA afin de permettre, là où cela a été possible, de maintenir une activité économique

Soutien à la gestion des ressources humaines

- Accompagnement des directions à la création d'un cadre de travail adapté aux périodes de confinement et de déconfinement (organisation du travail, outils et organisation de la communication, système d'évaluation)
- Accompagnement pour favoriser la formation des travailleurs à la digitalisation de leur travail
- Mutualisation des bonnes pratiques sur un support web

Soutien au développement pédagogique

- Accompagnement des directions et des équipes à la mise en œuvre de nouvelles organisations pédagogiques combinant les contraintes sanitaires et les besoins socio-pédagogiques des stagiaires
- Création d'une plateforme web de ressources pédagogiques et de didacticiels

Soutien psycho social

- Avec la pandémie, les phases de confinement et de déconfinement, les incertitudes financières, juridiques, administratives, sanitaires ont plongé nombre de directions et d'équipes dans le désarroi. Un travail important a été mené pour « garder le contact » et permettre aux acteurs de se soutenir mutuellement pour comprendre, reprendre maîtrise sur leur environnement et surmonter ces difficultés
- L'équipe a entretenu des contacts bilatéraux avec les directions de façon permanente afin d'être à l'écoute, de prendre en compte les besoins, de relayer les demandes et d'accompagner les directions à la mise œuvre des réponses adaptées
- Organisation de temps d'échanges et d'intervision entre directions sur leurs ressentis et leur manière de gérer leurs centres et les personnes qui y évoluent pendant la pandémie

Toutefois, en situation de crise, il est aussi essentiel de ne pas se focaliser sur les seuls évènements conjoncturels et garder en ligne de mire les projets à long terme comme les enjeux à moyen terme. En effet, le précédent gouvernement wallon a laissé pas mal de "cadavres dans le placard" de l'ISP, cadavres qu'il faut impérativement gérer si on ne veut pas voir les situations financières se détériorer. Et plus que jamais, nous devons rester attentifs aux évolutions lentes ou rapides de nos sociétés. Garder une attention particulière à la place laissée aux acteurs associatifs pour déployer en toute liberté leur créativité et leur capacité unique à construire des réponses innovantes face aux besoins nouveaux qui émergent. Ainsi qu'à la place, laissée aux personnes en situations d'exclusion, à la liberté réelle qui leur est offerte de s'investir dans des projets concrets, qui leur permettent de vivre, exister et s'émanciper. Ces principes d'action ont pu trouver à se matérialiser en 2021, entre autres au travers du projet de plan de relance wallon qui permet de donner des perspectives en vue de la sortie de crise, et de remobiliser les équipes et le secteur afin de construire l'avenir de l'ISP.

2. LES CENTRES

Le réseau AID se compose de 30 associations, dont 25 en Wallonie et 5 à Bruxelles. On distingue seize centres intégrés et quatorze centres associés.



Les centres membres du réseau des AID :

WALLONIE				
1	Agora	Intégré	DéFI	Alphabétisation
2	A Idées formation	Intégré	DéFI	Bureautique - Communication graphique Economie sociale : Maintenance informatique
3	Alter Form	Intégré	DéFI	Aide-soignant - Gros-œuvre de la construction
4	AID Hainaut Centre	Intégré	EFT DéFI	Maçonnerie - Menuiserie - Restauration - Aide-soignant - animateur socioculturel – Vente et étalage
5	AID Soleilmont	Intégré	EFT	Aménagement et entretien de parcs et jardins
6	AID Val de Senne	Intégré	EFT DéFI	Valoriste en ressourcerie - Rénovation écologique et classique - Menuiserie - Aide-ménager
7	Croc'Espace	Intégré	EFT	Restauration
8	Depromesem	Associé	DéFI	Bureautique - Orientation professionnelle
9	En Avant	Associé	DéFI	Accompagnement d'enfants et accueil extra-scolaire
10	Habilux	Intégré	EFT	Aménagement et entretien de parcs et jardins - Restauration
11	L'Escale	Intégré	EFT DéFI	Aménagement et entretien de parcs et jardins - Parachèvement du bâtiment - Peinture - Orientation professionnelle
12	La Trêve	Intégré	DéFI	Bureautique – Alphabétisation – FLE - Orientation professionnelle - Initiation à l'informatique
13	Le Cid	Intégré	DéFI	Aide-soignant - Aide-ménager - Orientation professionnelle
14	Le Perron	Intégré	EFT	Restauration
15	La Calestienne	Associé	EFT	Restauration - Eco-cantonnier - Ecoconstruction - Nettoyage - Orientation professionnelle
16	La Charlemagn'rie	Associé	DéFI	Alphabétisation - FLE - Remise à niveau – Restauration - Initiation à l'informatique - Orientation professionnelle
17	La Passerelle	Associé	EFT	Auxiliaire de l'enfance, accueil extra-scolaire
18	Mode d'emploi Brabant wallon	Associé	DéFI	Orientation professionnelle - Remise à niveau
19	Mode d'emploi Charleroi	Associé	DéFI	Orientation professionnelle - Remise à niveau
20	Mode d'emploi Liège - Huy - Waremme	Associé	DéFI	Orientation professionnelle - Remise à niveau
21	Mode d'emploi Luxembourg	Associé	DéFI	Orientation professionnelle - Remise à niveau
22	Mode d'emploi Mons – La Louvière	Associé	DéFI	Orientation professionnelle - Remise à niveau
23	Mode d'emploi Namur	Associé	DéFI	Orientation professionnelle - Remise à niveau
24	Mode d'emploi Wallonie Picarde	Associé	DéFI	Orientation professionnelle - Remise à niveau
25	Parfums du Monde	Associé	EFT	Restauration

BRUXELLES

26	ARPAIJE	Associé	AFT	Restauration
27	CEFAID	Intégré	OISP	Bureautique - Accueil et Tourisme - Webdesign - Gestionnaire PC & réseaux
28	CF2m	Intégré	OISP	Aide-comptable - Animateur multimédia – Webdesign – Web développeur - Gestionnaire PC & réseaux <u>Economie sociale</u> : Communication digitale – Recyclage et réemploi de matériel informatique
29	COFTEN	Intégré	OISP	Gestionnaire PC & réseaux - Aide-comptable - Bureautique
30	La Chôm'hier	Intégré	OISP	Alphabétisation, Remise à niveau <u>Economie sociale</u> : Restauration

3. LES STAGIAIRES

Les informations ci-après intègrent les données de l'ensemble des centres AID, qu'ils soient intégrés ou associés.

De façon synthétique, notre action en 2021 a concerné 1.626 personnes. En 2020, nous en avons accueilli 1.647. Cela reste bien moins élevé qu'en 2019 (2.187 personnes).

Le nombre d'heures prestées en 2021 s'élève à 732.471 h. Il est en progression par rapport à l'année 2020 (639.440 h). Cependant, c'est à mettre en perspective avec les 969.427 heures que les centres avaient pu réaliser en 2019.

Au moment de faire le bilan de l'année 2021, toujours hors normes comme en 2020, les impacts de la pandémie de Covid-19 restent donc significatifs. Et elle rend encore compliquée l'organisation de nos formations en ce début d'année 2022.

En annexe, différents graphiques détaillent l'analyse du public par sexe, suivant le niveau de qualification (dernier diplôme obtenu), l'âge, le statut administratif à l'entrée en formation et les résultats d'insertion par rapport à l'objectif professionnel (emploi ou formation).

4. L'AID COORDINATION ET LE CAHIER DES CHARGES

L'AID Coordination est l'outil commun pour animer le réseau et prester des services collectivement et individuellement pour l'ensemble de [ses membres](#). Elle décline ses actions en 5 axes majeurs :

4.1. LA REPRÉSENTATION

Au travers les relations partenariales ([Interfédéré](#), [Febisp](#), [Fesefa](#)...) et les relations au politique, l'AID Coordination assure la représentation, la défense et la promotion des intérêts de tous les centres de formation du réseau AID.

L'AID Coordination veille à ce que les centres du réseau AID aient une bonne maîtrise des tenants et aboutissants des débats et soient donc impliqués dans la discussion, en particulier en amont des décisions. Cela rend indispensable une politique interne volontariste d'information et de communication. L'Inter-AID est le lieu de régulation de ces débats, tandis que le Bureau ou le CA de l'AID Coordination sont les lieux formels de prise de décision. Ces différentes instances se réunissent à un rythme mensuel afin de garantir une communication optimale et baliser l'exercice des différents mandats.

4.1.1. Les points marquants

- La représentation et la défense du secteur CISP en vue de modifier les réformes apportées par le Ministre Jeholet : Réforme de l'AGW CISP et de l'AGW GDE, réforme du décret APE, réforme de l'accompagnement des demandeurs d'emploi.
- La concertation avec les acteurs et partenaires, les négociations avec les interlocuteurs politiques, entre autres sur les dossiers liés à la nouvelle programmation FSE et aux accords du Non-Marchand.
- La représentation et la défense du secteur de l'ISP face à la crise sanitaire afin de préserver l'emploi, les finances des centres, leur capacité d'accueillir, d'accompagner et de former les personnes.

4.1.2. Les mandats externes "pour le compte de tous"

- [Les instances de l'Interfédération des CISP](#) (Bureau, CA et AG). Elles réunissent l'ensemble des représentants de chacune des cinq fédérations CISP actives en Wallonie et organisent la concertation et la représentation du secteur. C'est par ailleurs via l'Interfédéré que sont organisées les rencontres de concertation avec les partenaires du secteur : FOREM, MIRE, SAACE... auxquelles participent les représentants des fédérations.

- **Le GT politique (et GT juristes) de l'Interfédé** instruit les dossiers à caractère politique en marge des instances de l'Interfédé.
- **L'assemblée générale de la FEBISP** : La concertation au sein du secteur de l'ISP bruxellois et la représentation de celui-ci sont déléguées à la FEBISP. Les AID y sont représentées directement par les centres au sein de l'assemblée générale et du conseil d'administration (mandat de Aurore Di Giusto directrice de La Chôm'hier, débuté en 2019). L'AID Coordination est aussi présente au sein de l'assemblée générale, c'est Daniel Fastenaekel qui exerce le mandat.
- **Les instances de concertation sociale** : FESEFA et Association d'employeurs MOC. L'AID Coordination exerce par ailleurs la représentation patronale des centres du réseau au sein des instances. A la FESEFA pour ce qui est des enjeux sectoriels de l'ISP bruxellois et wallon, au sein du CE et CPPT de l'Association d'employeurs MOC pour ce qui est du niveau "entreprise". Deux dossiers particuliers sont sur la table de ces différentes instances : les accords du non marchand d'une part et la question du télétravail d'autre part.
- **La Commission pédagogique et le GT Pédagogique de l'Interfédé** réunissent les fédérations autour de la mission de formation continuée des travailleurs du secteur et des enjeux pédagogiques de l'accompagnement des stagiaires. En 2021, ces deux lieux se sont notamment consacrés à la reconnaissance des acquis de formation et la validation des compétences, au numérique et à la nouvelle programmation FSE 2021-2028.
- **Le Comité de rédaction de L'Essor**, la revue du secteur qui est publiée trimestriellement par l'Interfédé à destination du secteur et de ses partenaires. Au sein du comité, les membres des fédérations développent chaque numéro de la revue grâce à leurs propres articles, ou des contributions internes ou externes au secteur, selon les sujets abordés. En 2021, le Comité de rédaction a publié [quatre numéros](#), aux thématiques diverses : le numérique dans les CISP, la réforme de l'accompagnement des demandeurs d'emploi, le programme de formation de l'Interfédé ainsi qu'un numéro "carte de visite" du secteur, reprenant les informations-clés pour comprendre et connaître le secteur.
- **Le GT communication de l'Interfédé** réunit les responsables communication des fédérations pour soutenir la construction d'une identité commune et d'une communication sectorielle. Il intervient notamment dans l'organisation d'évènements et l'élaboration d'outils de communication sectorielle. En 2021, le GT Communication a notamment travaillé à l'organisation de deux webinaires, avec pour fil rouge transversal ["Former autrement dans un monde en mouvement"](#). Rassemblant des témoignages de CISP, ces webinaires se sont inscrits dans la perspective du ré-agrément CISP en 2023. Nous avons notamment été mobilisés pour des interventions lors de ces

webinaires. Ces deux événements ont par ailleurs servi de travail préparatoire à l'Assemblée sectorielle de 2022.

- **Le GT Analyse & Etudes de l'Interfédé** établit différents rapports analytiques en regard de l'évolution du secteur afin de pouvoir en tirer des conclusions stratégiques. L'approche se veut tant globalisante, en proposant un aperçu statistique et descriptif du secteur, de son offre et de ses heures de formation ainsi que du profil et du parcours de son public, que plus ciblée, en proposant quelques chiffres-clés révélateurs et présentés sous un format accessible. Un projet d'enquête qualitative a été lancé en 2021 afin de mieux comprendre, d'une part, la désaffiliation et la démobilité des stagiaires – dont l'impact de la crise sanitaire sur leur vécu – et, d'autre part, les manières d'atteindre les stagiaires et de retisser des liens avec eux. Ce projet a pour toile de fond l'accroche et le maintien en formation de publics impactés par un phénomène croissant de précarisation.
- **Le GT Numérique de l'Interfédé** a suivi son cours en 2021. D'abord établi pour suivre les avancées du projet Start Digital en Wallonie, il est chargé de toutes les questions ayant trait au numérique. Depuis son début, il a traité notamment de la formation à distance, de la formation numérique des équipes et des stagiaires, de la réforme PMTIC, du positionnement du secteur vis-à-vis de la digitalisation...
- **Le GT Coup de Pouce Digital**, institué dans la foulée de la mesure régionale éponyme, s'est réuni à plusieurs reprises au cours de l'année 2021. Il y a été traité tant des aspects administratifs et pratico-pratiques de la mise en place de la mesure, que de son évaluation globale. Dans ce cadre, un processus collaboratif a permis de mettre en place une évaluation qualitative et quantitative du dispositif. Pour ce faire, un questionnaire a été administré aux CISP et des focus groups avec des stagiaires ont été organisés pour saisir l'impact sur les bénéficiaires de Coup de Pouce Digital. Le rapport d'évaluation complet est à paraître début 2022.
- **Le Plan de relance wallon** : En lien avec la sortie des crises générées par le COVID, la Wallonie a obtenu de la part de l'Europe des moyens substantiels. Une partie de ceux-ci sont dédiés au secteur de l'Insertion socioprofessionnelle afin d'améliorer les dispositifs :
 - assurer une meilleure offre sur les territoires en articulation avec les métiers d'avenir et emplois en pénurie
 - renforcer la coordination et l'offre en matière d'orientation et de savoirs de base
 - renforcer l'accompagnement des stagiaires
 - fluidifier le parcours des stagiaires en organisant la reconnaissance automatique des acquis

Des moyens importants seront investis dans les trois années à venir dans cette perspective. Mais dès juin 2021, c'est un important travail de collaboration, au départ des acteurs du secteur et en concertation avec l'administration et le Cabinet qui a été mené afin de définir le cadre concret et financier de ce dispositif ambitieux.

- **GT emploi formation CRW CSC** : De nombreux dossiers de nature politique qui recouvrent le champ d'action de l'insertion socioprofessionnelle se trouvent au centre des thématiques traitées par la CSC. Pour améliorer notre compréhension mutuelle de ces dossiers et renforcer nos capacités d'action, depuis de nombreuses années, les AID sont membre invité du GT Emploi-Formation du CRW de la CSC.

4.1.3. Expertise externe

- **Participation à la COREF "Conseiller en insertion professionnelle"** : AID a été sollicité en 2021 (pour des travaux qui se prolongeront sur le premier semestre 2022) afin de contribuer à la définition d'un nouveau profil métier "Conseiller en Insertion Professionnelle". Ce profil sera décliné en référentiel d'évaluation, dans la perspective d'organiser la validation des compétences de ce métier.
- **Co-animation de la formation CISP QUESAKO de l'Interfédé**, module de 2 jours permettant aux travailleurs du secteur de mieux le connaître. Le module explore l'histoire du secteur, ses enjeux, son décret, ses particularités pédagogiques... et la manière dont la question de lutte contre l'exclusion sociale et économique des publics le traverse.
- **Accompagnement et co-animation de la formation "Référént pédagogique orienté numérique" à l'Interfédé** : organisée dans le cadre du projet régional Start Digital, cette formation longue a eu pour objectif de doter les équipes de compétences, d'outils et de ressources pour intégrer le numérique dans leurs pratiques pédagogiques. Nous y avons mené un travail d'accompagnement de mise en œuvre du dispositif de formation, et co-animé un "groupe d'échanges de pratiques" pour les travailleurs·euses des filières professionnalisantes (EFT & DÉFI).
- **Charge de cours à l'Institut Cardijn**, département Social, en BAC 3 : Politiques d'Insertion Socioprofessionnelle. Il s'agit d'un cours à option qui emmène les étudiants, au départ d'un cadre d'analyse relatif aux différentes formes d'exclusion, à la rencontre des acteurs de l'insertion, de leurs publics, de leurs actions, de leurs interactions et de leur relation et forme d'adhésion tant à la notion de valeur travail qu'aux politiques d'activation.

4.2. L'AIDE A LA GESTION

L'aide à la gestion se construit au départ des réalités et besoins de chaque centre de formation « AID ». L'enjeu est de faire solidairement face aux défis. L'approche offre une réponse sur mesure mais aussi une mutualisation conjointe à son réseau. Ainsi, la Coordination délègue un permanent à l'accompagnement et au suivi de chacun des centres « AID » en complément de la mise à disposition collective d'expertises administratives, comptables et financières. Concrètement et de façon plus transversale, le nouveau Code des sociétés et associations continue à faire parler de lui, à Bruxelles et en Région wallonne, de même que le FSE, à Bruxelles, et le Guide de dépenses éligibles en Région wallonne. L'AID Coordination est sur tous les fronts et aux avant-postes pour préparer le terrain en vue d'offrir son support à la gestion de ses membres.

4.2.1. Les temps forts

- Préparation des Assemblées Générales

Le nouveau Code des associations a recadré la responsabilité des membres des Conseils d'Administration, notamment à travers le cas des AG annuelles. Mandaté par l'AID Coordination, Denis Dufour a complété l'approche proposée un an auparavant afin de sensibiliser les centres sur les modalités à garder à l'esprit en matière d'organisation et de tenue des assemblées, en tentant de préserver la convivialité chère au secteur.

- Le marché public des assurances

Obligation complémentaire née de l'entrée en vigueur du nouveau Code : la justification de toute dépense éligible sur la base des marchés publics. La Coordination a dès lors étrenné en 2021 une centrale d'achat intégrant les assurances couvrant les risques d'accident de travail, responsabilité civile ('Objective', 'Exploitation', 'Administration', 'Cyber-criminalité'), dommages matériels (Incendie, Risques électroniques, Bris de machine, Valeurs) et autres dégâts encourus aux véhicules et lors de mission de service.

- Révision des statuts en collaboration avec Syneco

Les asbl disposent d'une échéance portée à 2024 pour actualiser leur statut en conformité avec le nouveau Code. Sachant que toute modification intervenant dans l'intervalle doit intégrer les nouvelles modalités légales... et que certains statuts présentaient déjà quelques signes d'obsolescence.

Selon un souci d'approche collégiale au sein d'AID, une démarche groupée a été proposée aux centres souhaitant un toilettage, a minima, sinon mener une réflexion plus profonde autour de leurs statuts. L'expertise de Syneco mobilisée à cet effet a abouti en 2021.

- **Perspectives de mutualisation bruxelloise**

La situation en Région de Bruxelles-Capitale continue à plonger les centres de formation en plein doutes par rapport à la pérennité de leurs activités puisque le Gouvernement continue de privilégier le financement ponctuel et indéterminé du FSE à une offre de moyens structurels de fonctionnement. AID continue à plaider au nom de ses membres pour une réforme institutionnelle et comble entre-temps les déficits, sous peine de voir tomber les rectificatifs. D'autant que le passage archaïque et incertain vers la programmation suivante et son nouveau mode de calcul ajoute au désarroi de structures désormais traitées au cas par cas. Un support plus transversal à la gestion reste plus que jamais à l'ordre du jour et reste expérimenté dans l'attente d'être déployé à plus grande échelle.

4.2.2. Le suivi en continu selon une logique de réseau

Différents outils singuliers matérialisent le support offert aux centres dans le cadre de l'accomplissement et du suivi de leurs missions.

- **Une base de données commune**

L'usage par une majorité de membres de la base commune de données GSAO permet aux centres de répondre aux injonctions administratives annuelles de rapport, tout en intégrant de manière très souple les différentes modalités d'encodage. Cet outil spécifique s'adapte aux diverses situations de terrain. Une formation est proposée annuellement pour la mise à niveau de l'outil. L'AID Coordination se tient tout au long de l'année à la disposition de ses membres pour toute question liée à l'usage de l'outil.

- **Un progiciel de gestion intégré**

A travers le projet "Go Digit", financé par la Fondation Roi Baudouin, a été lancé le développement d'un logiciel destiné à gérer les modalités pratiques des différentes activités des centres : réaliser les horaires des équipes et des cours, organiser l'occupation des salles de cours, gérer les groupes et flux de personnes, établir des calendriers, ... A terme sera aussi étudiée l'intégration des fonctions complémentaires, pour simplifier la gestion quotidienne des centres.

- **Des assurances mutualisées**

La mutualisation du risque continue à rendre sa probabilité moins aléatoire, donc plus intéressante à gérer pour l'assureur, tout en permettant à chaque centre de bénéficier d'une couverture élargie en contrepartie d'une prime individuelle moins élevée. Le passage à un mécanisme de centrale permet de soigner la prévention au départ des enseignements particuliers.

- **Un Fonds de solidarité**

Une logique assurantielle solidaire a été développée via une contribution volontaire alimentant un Fonds commun activable selon les circonstances, en réponse collective aux risques potentiels affectant chaque structure.

- **Une trésorerie commune**

Des flux arbitrés par la Coordination afin d'équilibrer les écarts de trésorerie apparaissant au gré des financements, des activités et des régions, permet à chaque centre de bénéficier d'une garantie dans sa gestion quotidienne.

4.2.3. Le suivi en continu et/ou selon une approche individualisée

- **Accompagnement singulier et appuyé**

AID a mandaté un de ses anciens présidents de mener l'audit de la situation dans laquelle se démène le **Cefaid** afin d'en faire ressortir des propositions visant à inverser la tendance. Au programme de la mission d'évaluation : management général et de l'équipe, gestion de la dette, redéploiement des activités, travail plus politique.

L'expertise d'une experte comptable multi-engagée au sein des centres bruxellois a été mobilisée afin d'inspirer au plus près l'approche comptable analytique développée au sein de centres du **Brabant wallon**.

La **Charlemagn'rie** a continué à bénéficier du suivi renforcé mené en 2020 afin de répondre aux risques ponctuels auxquels son staff voulait apporter des réponses désormais plus structurelles.

La situation patrimoniale des centres situés à **Bastogne** a fait l'objet conjoint d'une réflexion de fond menée à plusieurs égards sur base d'une expertise multiple commandée auprès de Syneco en vue de soutenir dorénavant l'action plutôt que constituer une source éventuelle de soucis persistants.

A Verviers, **Croc'Espace** et **Le Cid** ont connu des changements au cours de l'année. Les deux centres se partageaient une direction commune, qui est désormais mobilisée à temps plein chez Croc'Espace. Un accompagnement a donc été entrepris au Cid, pour recruter une nouvelle personne à la direction de l'ASBL. Dans le même temps, nous avons également porté notre attention sur le suivi de la gestion d'équipe, au travers d'une analyse "Bien-être au travail" entreprise par le CESI ainsi qu'une supervision d'équipe. Le Cid bénéficie d'une attention particulière de la part de l'AID Coordination, afin de stabiliser et pérenniser les actions et installer une nouvelle dynamique d'équipe.

De l'analyse financière que nous pouvons réaliser depuis quelques années, force est de constater qu'un seuil critique minimal existe pour les CISP afin d'asseoir un certain équilibre économique. Seuil en dessous duquel les structures sont sous pression, nécessitent énormément de polyvalence et sont donc particulièrement vulnérables au moindre accident (maladie/départ d'un collaborateur, perte d'un subside facultatif...). C'est au départ de ce constat que les 7 structure CISP initiées par Vie Féminine au travers de "**Mode D'Emploi**" ont décidé après plus d'une année de réflexions, d'analyse et d'échanges (au départ des coordinatrices, en bonne intelligence avec les conseils d'administration et les équipes) de se lancer dans un large processus de fusion. Celui-ci devant réunir en une seule entité les 7 asbl CISP Mode d'Emploi ainsi que l'asbl coupole. Un travail important d'accompagnement de la démarche a été consenti par AID Coordination, à la fois dans les phases de réflexion que dans la période finale qui a supposé une concertation spécifique avec l'administration, le FOREM et le Cabinet Morreale. En définitive, l'opération a été menée avec succès fin décembre 2021. L'action de terrain reste décentralisée, les équipes inchangées, mais il n'y a plus qu'une seule asbl, un seul agrément CISP et une capacité de mutualisation et de flexibilité accrue. Reste à présent aux équipes à faire vivre cette nouvelle architecture institutionnelle. Plus résiliente certes, mais qui doit construire son fonctionnement et en garantir sa vitalité.

4.3. L'AIDE AU DÉVELOPPEMENT

En fonction des questions abordées collectivement ou des enjeux relevés individuellement dans les centres, des réponses spécifiques et adaptées sont données aux centres membres du réseau des AID. Cette mission d'aide au développement se met en œuvre par un accompagnement particulier des centres, en fonction de leurs envies et besoins de développement. Organisation du travail, développement des outils, amélioration de l'encadrement... l'accompagnement se fait toujours en articulation avec les réalités quotidiennes des équipes.

En 2021, les équipes continuent leur travail pour concrétiser et implémenter ces solutions :

- **Renouvellement agréments CISP**

Les agréments CISP arrivant à échéance en 2022, un large travail de réflexion a été lancé dans les centres autour du renouvellement de ces agréments. Pour accompagner les équipes dans cette dynamique, un groupe de travail a été mis en place dès le printemps 2021. Ce GT a permis aux centres de se mettre autour de la table pour réfléchir à la refonte de leurs filières et programmes de formation, ainsi qu'à leurs projets de déploiement de nouvelles filières.

- **Accompagnement d'équipe au CEFAID**

Un travail pédagogique à distance a été entrepris avec l'équipe pédagogique et la direction du CEFAID afin de mener une réflexion autour de projets à développer au sein du centre afin d'ouvrir les possibilités en financement externe et répondre aux difficultés économiques du centre. Même si ces projets n'ont pas été retenus, cet accompagnement a permis aux équipes de prendre conscience des opportunités d'extension des activités et de la veille à mettre en place pour répondre aux besoins des publics.

- **Intervision des directions bruxelloises**

Le dispositif d'intervision des directions des AID bruxelloises a continué son cours en 2021, mais a été sensiblement freiné par les conditions sanitaires et les priorités de gestion des centres. Deux rencontres ont été organisées, au cours desquelles ont été traitées des thématiques diverses, au cœur des préoccupations des directions : gestion quotidienne, gestion d'équipe, relations partenariales, gestion financière, etc. Le dispositif rencontre du succès auprès des directions qui y participent, et sera poursuivi en 2022.

- **Accompagnement ILI via Risome**

Lancé en 2018, RISOME est un réseau d'opérateurs d'accompagnement et de formation à destination de migrants, dont de nombreux acteurs ILI. Comme le secteur ILI, Risome se structure et se professionnalise progressivement. Une permanente est à pied d'œuvre depuis 2019. Une articulation opérationnelle est née entre RISOME et les AID, permettant de travailler sur les questions d'accompagnements des opérateurs, d'intégrer la dynamique institutionnelle nouvelle du secteur, mais aussi de travailler en complémentarité entre deux secteurs – intégration et insertion – relevant de la même Ministre en région wallonne.

- **La formation continuée**

Au-delà de son implication au sein de la Commission Pédagogique et du GT Pédagogique de l'Interfédé et des divers groupes de travail internes, l'AID Coordination travaille aussi à la formation continuée du réseau AID au travers de l'Inter-AID. Cette réunion mensuelle réunit les directions et coordinations des centres, ainsi que leurs collaborateurs concernés par les thématiques débattues.

Ainsi, chaque mois, une thématique centrale est abordée, tantôt plutôt de l'ordre pédagogique, d'autre fois plus "technique" (gestion quotidienne, enjeux politiques, etc.). Ces thématiques sont sélectionnées de manière à être en lien avec les réalités et actualités des centres AID, et résultent de la réflexion de l'équipe de l'AID Coordination à travers son plan d'action.

En 2021, les Inter-AID ont traité des thématiques suivantes :

Janvier 2021	<p>Projet PARS : les recommandations pour la reconnaissance des acquis en CISP</p> <p>Le projet PARS « reconnaissance des acquis d'apprentissage en CISP » a été mis en œuvre pour fluidifier les parcours de formation des personnes peu scolarisées en Wallonie, tout en étudiant les systèmes d'évaluation adaptés et en réfléchissant à la reconnaissance des acquis par les autres opérateurs de formation.</p> <p>D'une durée de deux ans, il s'est terminé par un séminaire final au mois de juin. Myriam Colot nous a présenté les avancées.</p> <p>La rentrée CISP 2021</p> <p>Un temps tout particulier nous a permis de faire le suivi des différentes questions et difficultés qui se sont révélées en début d'année 2021.</p> <p>Suivi mesure Coup de pouce digital</p> <p>Agnès Delire a développé la proposition du service IDCLIC de l'A Idées Formation, destinée à répondre aux nouveaux besoins numériques : appel d'offre, matériel pertinent, formations de prise en main et help desk, gestion de la maintenance.</p>
Février 2021	<p>Formation à distance : les bonnes pratiques</p> <p>L'impossibilité de se réunir physiquement ou de se rencontrer pour cause de confinement a multiplié nos pratiques de formation à distance. Trois expériences ont été partagées concrètement :</p> <ul style="list-style-type: none">● Virginie Delvaux et une de ses formatrices ont présenté la méthodologie et le suivi des stagiaires) menés au CIEP Alpha de Namur● Charlotte Hoffman, médiatrice numérique à l'Interfédé, a apporté ses conseils et quelques pistes pour nous aider à élaborer des apprentissages à distance, tant théoriques que pratiques● Laetitia Lachina, coordinatrice ISP à la Charlemagn'rie, venue présenter les réflexions et dispositifs mis en place au sein du CISP pour capter l'attention des stagiaires à distance et les accrocher à la formation <p>Rapport d'activités RW 2020</p> <p>Réflexion sur des repères communs pour préparer les volets ajoutés du rapport qualitatif (impact COVID sur les activités 2020, mesures prises en matière de formation à distance, retour évaluatif sur les mesures de compensation prises par le gouvernement wallon).</p>

Mars 2021	<p>Orientation et les métiers d'avenir</p> <p>Le directeur de la Cité des Métiers (CdM) de Charleroi, Olivier Marchal nous a fait découvrir le dispositif « OTLAV » afin d'assurer une orientation tout au long de la vie, et a aussi abordé la question des métiers porteurs, au départ de l'expertise de la CdM de Charleroi.</p> <p>Redéploiement des filières & renouvellement de l'agrément</p> <p>Proposition d'un sondage pour identifier les besoins d'accompagnement des centres en vue d'un redéploiement des filières.</p>
Avril 2021	<p>Deux thématiques orientées Gestion : Marchés publics & Assemblées générales</p> <p>Nous avons accueilli deux intervenant·es :</p> <ul style="list-style-type: none"> ● Anne Mauhin, juriste spécialisée dans les aspects des marchés publics qui développe une approche pour les associations ● Denis Dufour, avocat au Barreau de Bruxelles et assistant à l'ULB, pour expliquer les modalités pratiques essentielles en vue d'organiser une Assemblée générale en 2021 <p>Campagne de promotion de l'économie sociale lancée par Concert-ES à Bruxelles et en Wallonie, à partir de mai.</p>
Mai 2021	<p>Tour des centres :</p> <ul style="list-style-type: none"> ● Situation dans les centres et reprise progressive du présentiel : <ul style="list-style-type: none"> ○ Décrochage, recrutement, sortie des stagiaires ○ Situation des équipes pour organiser les formations à temps partiel, l'hybridation... ○ Problèmes administratifs et solutions apportées ● Appels à projet du Forem : deux webinaires et questions éventuelles ● Feed-back des centres interpellés dans le cadre de l'accompagnement des stagiaires (en lien avec le nouveau décret) <p>Focus sur la formation à distance : expérimentation pratique de la plateforme Chamilo au Coffen</p>

<p>Juin 2021</p>	<p>Partage et optimisation des initiatives développées autour de :</p> <ul style="list-style-type: none"> ● L'utilisation de la mesure Coup de pouce digital ● La mobilisation des équipes pour la préparation des prochaines rentrées en formation ● La sensibilisation à la vaccination COVID <p>Appel à projets européens :</p> <ul style="list-style-type: none"> ● Présentation des nouveaux projets européens déposés dans le cadre Erasmus+ & Sport ● Focus sur le projet TAACTIC ciblant les publics peu qualifiés et éloignés de l'emploi qui sont les premiers impactés par la fracture numérique (développement du référentiel de compétences numériques)
<p>Septembre 2021</p>	<p>La rentrée de 2021 dans les centres AID :</p> <ul style="list-style-type: none"> ● Recrutement des stagiaires ● Accompagnement des équipes ● Organisation des formations : quels enjeux pédagogiques et méthodologiques ? ● Questions administratives <p>Plan de relance RW Présentation des fiches projets et des appels à projet pour concrétiser la mise en œuvre des différentes actions prévues.</p> <p>Fracture numérique & hybridation des formations :</p> <ul style="list-style-type: none"> ● Les formations sur le numérique à l'Interfédé ● Gaëlle BOULET, directrice de FormaForm est intervenue sur l'hybridation des formations et poursuivre la réflexion sur les développements possibles dans les centres AID
<p>Octobre 2021</p>	<p>Projet de décret Accompagnement orienté coaching et solutions des chercheurs d'emploi Dimitri Léonard de l'Interfédé et Nicolas Vandenhemel de la CSC sont intervenus respectivement sur la version accompagnement du décret et sur la version contrôle présente dans les arrêtés.</p> <p>Présentation du projet Go Digit</p>

<p>Novembre 2021</p>	<p>AGW dépenses éligibles :</p> <ul style="list-style-type: none"> ● Analyse détaillée de la version consolidée de l'AGW dépenses éligibles ● Passage en revue par thème du Vade-mecum actualisé ● Et en lien, mises à jour de la législation de l'AGW CISP <p>Suivis des situations dans les centres</p> <p>Présentation du programme de formation continuée de l'Interfédé, avec Marina Mirkes</p>
<p>Décembre 2021</p>	<p>Suivis du contexte Covid dans les centres</p> <p>Ré-agrément CISP 2023</p> <p>Nouveaux projets Erasmus+ de l'AID Coordination</p>

4.4. LA RÉFLEXION ET L'ANIMATION PÉDAGOGIQUE

Notre mission de réflexion et d'animation pédagogique s'articule autour des valeurs du réseau AID qui prônent le développement d'initiatives génératrices d'égalité pour lutter contre l'exclusion socioprofessionnelle. Cette mission soutient le travail des responsables et des équipes (pédagogiques et psychosociales) dans la mise en œuvre d'activités individuelles et collectives d'émancipation des stagiaires.

L'AID Coordination défend les spécificités du secteur de la formation socioprofessionnelle afin qu'elles soient reconnues dans la mise en place des systèmes belges et européens de reconnaissance des acquis d'apprentissage tout au long de la vie, l'année 2021 n'a pas dérogé à cet adage et a poursuivi le travail de réflexion et de développement de projet tant méthodologiques que pédagogiques, au travers du projet PARS et autres projets européens Erasmus + afin de permettre à nos stagiaires de valoriser leurs acquis d'apprentissage à la fois auprès de nos partenaires en EFP et auprès de futurs employeurs.

Un autre aspect central dans nos réflexions en réseau AID porte sur le travail de développement des activités émancipatrices individuelles et collectives de nos publics par le biais de la formation continuée des travailleurs mais aussi par des projets spécifiques s'appuyant sur les principes de l'éducation permanente.

En 2021, nous avons continué à mener différents projets européens pour appuyer et enrichir nos actions. Vous trouverez leur description ci-dessous. Ils portent sur les thématiques de la **reconnaissance des acquis**, de l'**approche par compétences**, du développement d'outils pédagogiques spécifiques aux EFT et de l'**émancipation**.

4.4.1. La reconnaissance des acquis :

Afin de renforcer les différents travaux engagés depuis plus de 20 ans au sein du réseau AID, cinq projets ont été développés en parallèle au cours de l'année 2021 :

RAFT – Reconnaissance des acquis en formation par le travail

Lancé en novembre 2020, le projet Erasmus + RAFT, dont l'AID Coordination est à l'initiative et co-porteur avec l'AGFE, a pour objectif de construire des dispositifs d'évaluation qui pourront soutenir la formalisation de l'évaluation des compétences en situation de formation par le travail en vue d'une reconnaissance desdites compétences, tout en préservant le contexte général non-formel de la formation.

Ce projet fait suite aux travaux et constats réalisés dans le cadre du projet NT4S et rassemble 7 partenaires issus de 5 pays européens (Belgique, France, Italie, Slovénie et Autriche).

Les partenaires mettront, pendant 2 ans et demi, leurs expériences et leurs expertises à contribution afin d'élaborer et de tester auprès de professionnels et de leurs stagiaires, les outils et méthodologies développées dans RAFT :

- Référentiels d'évaluation dans les secteurs horticulture et restauration
- Guide sur les méthodes d'évaluation des acquis en formation par le travail
- Un document stratégique pour la reconnaissance des acquis de formation informels/non formels des publics peu qualifiés viendra consolider l'initiative RAFT en définissant une stratégie de mise en œuvre destinée aux politiques, décideurs locaux et acteurs sectoriels.

Toutes les informations sur le projet et ses thématiques sur notre site dans la rubrique "Nos projets": [Reconnaissance et validation des acquis](#), sur le site du projet : <http://www.raft-project.eu/> et sur sa page Facebook: <https://facebook.com/raft.project>



Programme d'Appui aux Réformes Structurelles (PARS) – Reconnaissance des acquis d'apprentissage en CISP

Le SPW Emploi-Formation et l'Interfédéré ont sollicité le soutien de la Commission Européenne (via le Programme d'Appui aux Réformes Structurelles – PARS) et de l'OCDE dans le but d'améliorer la reconnaissance des acquis d'apprentissage en CISP pour les personnes peu scolarisées. L'objectif du projet est de faciliter leur insertion socioprofessionnelle et de favoriser les passerelles avec d'autres opérateurs. Le projet a débuté en 2019 et s'est clôturé le 22 juin 2021.

L'AID Coopération a été engagée par l'OCDE comme expert local en matière de reconnaissance des acquis en Belgique francophone.

Ce projet s'est déroulé en trois étapes afin de produire les recommandations finales de l'OCDE pour permettre d'accéder à la reconnaissance des acquis de nos publics.

Ces recommandations ont insufflé, au niveau du Cabinet de la Ministre Moréale, une réelle prise de conscience de la nécessité d'investir dans le secteur et généré la réflexion, avec le secteur, autour d'actions à mettre en place dans le cadre du Plan de Relance pour la Wallonie. Grâce au projet PARS, trois activités spécifiques autour de la reconnaissance des acquis ont vu le jour et démarreront en janvier 2022 dans le cadre du PRW.

Toutes les productions réalisées dans le cadre du projet PARS "Reconnaissance des acquis de la formation en CISP" sont téléchargeables en suivant ce lien : [PARS](#)



ENVOL – Reconnaissance des compétences transversales et professionnelles aux premiers niveaux du Cadre Européen des Certifications (CEC)

ENVOL est un projet européen ERASMUS+ dont l'AID Coordination est porteur. Il vise la reconnaissance des acquis des adultes peu qualifiés dans le cadre de formations non et/ou informelles.

En raison de la crise sanitaire, la fin du projet initialement prévue en avril 22 a été reportée en Octobre 22.

Les résultats attendus sont :

- Un guide pour identifier et définir les processus et procédures par lesquels l'apprentissage non formel et informel pourrait être reconnu aux niveaux 1 et 2 du Cadre Européen des Certifications dans les différents pays partenaires du projet.
- Un modèle de positionnement pour le développement d'un modèle pour le positionnement des évaluations formatives et sommatives des pays partenaires aux niveaux 1 et 2 du cadre des qualifications.
- Un guide pratique pour permettre le positionnement des résultats d'apprentissage aux niveaux 1 et 2 des cadres nationaux des certifications.
- Un guide de recommandations pour disposer de recommandations politiques pour la mise en œuvre de la reconnaissance de l'apprentissage non formel/informel aux niveaux 1 et 2 du cadre européen des certifications.

Toutes les informations sur le projet et ses thématiques sont sur [la page Facebook Envol](#) ainsi que sur son [site internet](#). Et pour mieux comprendre le projet, découvrez le [flyer](#) et l'[infographie](#).



4.4.2. L'Approche par compétences :

TAACTIC – Techniques d'Accompagnement pour l'Acquisition de Compétences Digitales

L'objectif général du projet TAACTIC (projet européen ERASMUS+) dont l'AID Coordination assure la gestion, est d'identifier, de développer et de rendre visible les compétences de base numériques des personnes faiblement qualifiées et des publics adultes fragilisés afin d'améliorer leur inclusion sociale, la poursuite de leur parcours de formation et leur accès à un emploi durable et de qualité.

TAACTIC apporte des réponses aux personnels éducatifs qui se posent les questions suivantes :

- Quelles compétences numériques de base mes apprenants doivent-ils avoir acquis en fin de formation ? (IO2 - Cadre de référence commun/ module de formation)
- Ont-ils déjà acquis certaines de ces compétences ? (IO1 - Bilan de compétences numériques)
- Comment puis-je mettre en œuvre et faciliter l'apprentissage des compétences qu'ils n'ont pas ? (IO3 - Activités pédagogiques)
- Quelles compétences plus spécifiques ma formation doit-elle cibler pour que mes apprenants puissent orienter leur parcours vers des métiers d'avenir du numérique ? (IO4 et IO5 – recommandations et ressources pédagogiques)

Ce projet a débuté en novembre 2019 et se clôturera en août 2022.

Toutes les informations sur le projet et ses thématiques sont sur notre site dans la rubrique "Nos projets" : [Approche par compétences](#) ou sur le [site du projet](#).

PSYCH UP – Améliorer l'accompagnement des stagiaires présentant des troubles psychologiques

Le Projet Psych Up est un projet européen Erasmus+ de 35 mois porté par l'INFREP (Organisme français) qui a pour objectif, d'une part de tracer les contours de la fonction de « Référent Psych Up » pour accroître les compétences des professionnels de l'éducation et de la formation professionnelle (EFP) et d'autre part d'améliorer l'accompagnement en formation des apprenants souffrant de troubles psychologiques durant leur formation.

Le projet, lancé en octobre 2018, s'est clôturé en août 2021. La collaboration partenariale a permis de développer trois ressources, au service de l'accompagnement des stagiaires présentant des troubles psychologiques ou d'autres problèmes de santé mentale :

- Profil de fonction du "Référent en troubles psychologiques"
- Référentiel de formation du "Référent Psych Up"
- Boîte à outils pour l'accompagnement d'apprenants vivant avec des troubles psychologiques

Toutes les informations sur le projet et ses thématiques sont sur notre site dans la rubrique "Nos projets" : [Approche par compétences](#) et sur [le site du projet](#).



4.4.3. Emancipation et citoyenneté :

EDAP – L'Europe donne des ailes à vos projets

Le projet EDAP (L'Europe donne des ailes à vos projets) est un projet européen Erasmus+ dont l'objectif est d'encourager l'émancipation des personnes défavorisées, en levant les freins qui entravent leur choix de parcours, en leur facilitant l'accès à un emploi durable et à un épanouissement social.

Ces objectifs seront atteints grâce à l'élaboration d'un parcours-type, d'outils communs venant soutenir les étapes-clés de ce parcours, une analyse des postures d'accompagnement et la réalisation d'un profil métier pour l'accompagnateur.

Ce projet s'étend de novembre 2019 à courant 2022. En raison de la crise sanitaire, la fin du projet, initialement prévue en mars 2022 a été reportée à juillet 2022. Son domaine d'activité principal est celui de la restauration mais les résultats seront transférables à d'autres secteurs. L'approche est systémique et axée sur le renforcement des compétences des publics.

Toutes les informations sur le projet et ses thématiques sont sur notre site dans la rubrique "Nos projets" : [Emancipation et citoyenneté](#), sur sa page Facebook : <https://www.facebook.com/edap.eu/> ou sur son [site internet](#)



Ces projets ont été financés avec le soutien de la Commission européenne. La présente communication n'engage que son auteur et la Commission n'est pas responsable de l'usage qui pourrait être fait des informations qui y sont contenues.

Cofinancé par le
programme Erasmus+
de l'Union européenne

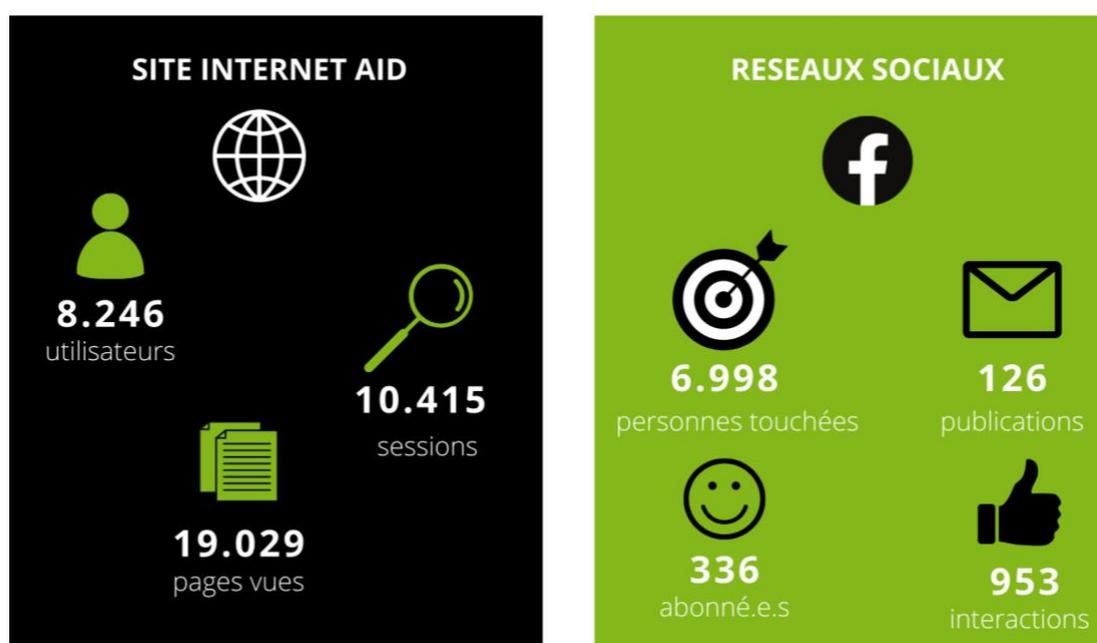


4.5. L'INFORMATION ET LA COMMUNICATION

Une des missions de l'AID Coordination est d'organiser et de faciliter les flux d'informations, que ce soit à destination des centres AID pour qu'ils accèdent à une information actualisée, synthétique et pertinente, ou à destination d'acteurs externes, en soutenant la communication interne et externe du réseau AID et de ses membres.

4.5.1. Chiffres-clés

Voici quelques chiffres-clés pour rendre compte de la fréquentation de nos deux principaux supports de communication externe :



4.5.2. Les points forts

- Continuité et régularité des deux **nouveaux supports de communication** :
 - ✓ L'**AID En Bref**, est une publication électronique exclusivement à vocation interne, qui présente des informations courtes, ancrées dans l'actualité, venant en échos de l'Inter-AID. En principe, chaque Inter-AID est suivie d'un AID En Bref, envoyé par mail et publié sur l'[Intranet AID](#) (Exclusivement accessible aux membres). En 2021, treize numéros sont parus et un bref sommaire est désormais joint à l'envoi.
 - ✓ L'**AID News** est une newsletter électronique trimestrielle de huit pages. Elle est destinée à faire écho, de manière large, à la vie du réseau AID. Elle s'articule principalement autour d'informations "mouvement", "membres" et "Coordination". Elle poursuit un objectif de communication

interne au réseau sur les activités et projets des uns et des autres, mais surtout un objectif de visibilité externe de ces projets auprès des partenaires et du réseau au sens large. En 2021, quatre [AID News](#) sont parues en mars-avril ([AID News n°9](#)), en juin ([AID News n°10](#)), en octobre ([AID News n°11](#)) et en décembre ([AID News n°12](#)). Les contenus, jusqu'alors répartis selon des rubriques prédéterminées (focus mouvement, focus centres, Interfédé...) ont continué d'être revus pour s'adapter davantage à la réalité de l'actualité et des préoccupations. La charte graphique a été modifiée. La couleur verte et orange reprise du logo ont été remplacées par d'autres couleurs. Chaque rubrique est représentée par une couleur différente.

- Continuité de la communication via **les réseaux sociaux**. Entamé en 2018, le travail d'animation de la page Facebook, se poursuit. Il passe par des publications systématiques et régulières (126 publications en 2021), de la veille informationnelle sur les pages des centres et des partenaires proches, le renvoi ou la complémentarité entre les supports de communication AID et un travail régulier de reporting et d'analyse de l'impact des publications. Il est à noter que tous les événements des centres et du mouvement ont continué de diminuer en raison de la crise sanitaire. Néanmoins, le nombre d'abonnés à la page AID continue d'augmenter, ce qui démontre un développement continu de ce canal de communication.
- **La dissémination des projets européens** occupe une place toujours plus importante pour les évaluateurs. Cela implique la mobilisation plus systématique de l'énergie et des compétences des partenaires dans ce domaine avec la rédaction d'articles spécifiques, une veille continue pour le relais et/ou la création de publications sur les réseaux sociaux, la communication régulière des avancées du projet... La dissémination des projets européens a tendance à être plus professionnelle et plus soutenue au fil du temps. Elle occupe ainsi une place importante dans les actions de communication de l'AID Coordination mais permet également une réelle visibilité de ses projets et de ses expertises à l'échelle européenne.
- Un **site Internet** en évolution et en amélioration permanente. Toute l'équipe garde un œil attentif sur les éventuels liens obsolètes, bugs, points d'amélioration ou information à modifier sur le site web, que ce soit sur la partie publique ou privée. Même si les actualités trouvent le plus souvent leur place sur la page Facebook, les plus importantes et celles concernant particulièrement les projets de l'AID Coordination sont relayées à la une du site, qui est ainsi régulièrement mise à jour. Certaines mises à jour techniques ont mis en lumière une infrastructure dépassée, qui ne pouvait pas "simplement" faire l'objet d'améliorations mais qui devait être complètement redéveloppée avec un autre CMS (Content Management System). L'appel

d'offres pour ce nouveau site a été lancé en août 2020 au terme duquel *Pixel and co*, service du CF2m, a été retenu. Cependant, la mise en production du site a pris plus de temps que prévu. Le nouveau site Internet qui devait voir le jour fin 2021 devrait finalement voir le jour début 2022.

- Une présence continue au **GT communication de l'Interfédé** permet une bonne circulation des informations et amène davantage de cohérence, d'une part entre les efforts de communication des fédérations, et d'autre part dans les actions de communication sectorielle. Cette année, les deux évènements sectoriels prévus (CISP en action et l'action au Parlement Wallon) ont été reportés mais le travail sera capitalisé pour leur réalisation en 2022.
- En 2021, nous avons également participé à la **grande campagne promotionnelle de Concert'ES**, visant à faire connaître le secteur de l'Economie sociale par le grand public. Dans ce cadre, nous avons participé à divers GT organisés par Concert'ES, et fait le suivi de la campagne auprès de nos centres. Ainsi, plusieurs de nos centres, et principalement les EFT, ont pris part à cette campagne via la mise à disposition de supports de communication divers : affiches, flyers, logos, signatures de mails, ...

5. CONCLUSIONS

LES TEMPS FORTS DE 2021

Clôture du projet PARS
et réflexions pour le
lancement du Plan de
Relance wallon dans le
secteur

Accompagnement
des centres AID en
vue des **agréments**
CISP de 2023

Inter-AID autour de la
réforme de
l'accompagnement, avec
Dimitri Léonard (Interfédé)
et Nicolas Vandenhemel
(CSC)

Deuxième année de
crise sanitaire : gérer
l'impact sur les stagiaires,
les équipes et les centres

Webinaire de clôture du
projet **PSYCH UP** le 1er
juillet, **avec Marina**
Mirkès (Interfédé)

Digitalisation des services
publics, formations à distance,
fracture et compétences
numériques, Coup de pouce
digital, ... **le numérique est au**
coeur des préoccupations.

LES PERSPECTIVES 2022

La représentation : A Bruxelles, les directions vivent sous une pression de moins en moins supportable avec un cadre décrétoal limitatif, rendant impossible les fusions et économies d'échelles et avec un modèle de subvention instable, incluant pour 1/3 du FSE. Le travail de lobbying doit se matérialiser. C'est entre autres via la FEBISP que cela sera porté et vis-à-vis de laquelle nous souhaitons jouer un rôle de soutien. En Wallonie, AID occupera le mandat de vice-président de l'Interfédéré en 2022. Le dossier numéro un sera sans conteste le renouvellement d'agrément des centres CISP, enjeu majeur pour les 6 prochaines années d'activité de nos centres. L'aboutissement de la réforme de l'accompagnement des demandeurs d'emploi est un dossier qui pourrait potentiellement avoir un impact significatif tant sur les personnes que sur les opérateurs. Le plan de relance wallon sera aussi à l'agenda, avec probablement des mesures impactant le secteur des CISP. Le dossier sera à suivre de près et à mettre en lien avec la démarche "Budget Base Zéro" lancée par le gouvernement à l'initiative du Ministre du budget et des finances.

L'aide à la gestion : Le Code des sociétés et associations reste sous monitoring, dans l'attente des implications et de la mise en œuvre effective de ses dispositifs : les pratiques du secteur devront désormais évoluer au rythme des marchés publics et la Centrale d'assurances devra révéler sa mécanique et ses atouts singuliers. Se doter d'outils flexibles et adaptés restant dès lors une gageure, le projet Go Digit continuera à se positionner sur cet enjeu. En Région wallonne, les EFT restent plus que jamais à la croisée des chemins, quelque part entre entreprise et formation, en permanente innovation, en questionnement sur les nécessaires emplois d'insertion. Le modèle figure d'ailleurs à l'avant-garde du secteur en matière d'accroche et d'accompagnement de publics fragilisés, à réinsérer durablement. A Bruxelles, le FSE et le Gouvernement resteront au centre de toutes les attentions : transition inachevée vers la nouvelle programmation, méthode de justification, mutualisation de services transversaux, la quiétude n'est pas au rendez-vous. Partout, la diversification des sources de financement devra à nouveau être interrogée dans un souci de recherche d'assise ponctuelle ou plus permanente. Le Fonds de solidarité devra dès lors être ausculté à l'aune de l'actualité, compte-tenu de son bien-fondé à préserver.

L'aide au développement : La question de l'articulation formation/emploi reste une question à approfondir : via les emplois d'insertion et/ou le renforcement des actions d'économie sociale. Les projets TZCLD et le plan de relance pour la Wallonie pourraient faire naître des opportunités à ce propos.

Concernant les centres wallons, dans la perspective du ré-agrément (dépôt des dossiers en 2022), un travail d'accompagnement spécifique a été mis en place afin de positionner nos membres dans les meilleures conditions pour la prochaine programmation 2023-2029.

L'animation pédagogique : En 2022 seront lancés deux nouveaux projets européens, faisant suite aux préoccupations de nos centres. Le premier, NEXT STEP 4 SFC fait suite à Step4SFC et OPC-SFC, pour explorer, un pas plus loin, l'intégration des savoir-faire comportementaux dans nos formations. Le second projet, ACTION, abordera la question de l'accompagnement des travailleurs en insertion (Article 60, SINE, etc.). Ils prendront la place des projets EDAP, TAACTIC et ENVOL, qui toucheront à leur fin à l'été 2022.

Communication : Le renouvellement du site Internet et la refonte de l'espace intranet constitue le principal chantier de l'année prochaine. La modernisation du **site Internet** nécessitant de reprogrammer l'entièreté d'un nouveau site, cela donnera lieu à la réécriture de contenus, à la refonte des menus et de la navigation, à d'éventuels changements graphiques... Même si l'appel d'offres souligne une satisfaction générale concernant le site actuel, nous profiterons de ce chantier pour réinterroger les fonctionnalités, les contenus et les améliorations pertinentes. Par ailleurs, il faudra se réapproprié un nouveau CMS et tout cela devrait mobiliser, sur 2022, une énergie significative. D'autres chantiers s'annoncent sur ce pôle :

- Poursuivre la **publication de l'AID En Bref et de l'AID News**, qui rencontrent un accueil très favorable des publics visés. Une attention toute particulière restera portée sur la diffusion la plus large possible de l'AID News, dans les équipes et auprès des partenaires.
- Continuer le travail de veille et de publication d'informations sur les **réseaux sociaux**, pour avoir toujours des informations récentes et mises à jour, nécessaires pour "exister" sur ces réseaux et dynamiser l'impact et les réactions des membres de la communauté.

Contexte Coronavirus : La perspective de la sortie de la crise sanitaire laisse toutefois les acteurs de l'ISP avec de grandes inquiétudes. D'une part, la crise sanitaire laisse dans son sillage une crise économique marquée par une inflation incontrôlée. Outre une flambée des prix et des charges, le mécanisme automatique d'ajustement des salaires va peser grandement sur des opérateurs qui ne voient pas leurs subventions suivre l'évolution des prix. D'autre part, sur le plan social, les aléas de la crise sanitaire, ses répercussions sur l'économie mais aussi sur la disponibilité des services publics, semblent avoir renforcé une tendance de renforcement des inégalités et plus encore en ce qui concerne la disqualification des publics. Ces observations ont des répercussions à la fois sur le modèle pédagogique, ainsi que sur l'organisation de l'accompagnement psychosocial. Une veille importante doit être menée, à la fois pour répondre aux besoins plus saillants de nos stagiaires, mais aussi pour continuer à interroger l'évolution d'un modèle de société qui accentue les inégalités et les ruptures entre les catégories sociales.



Actions Intégrées de développement

ANNEXES

Le plan d'actions du réseau

Les statistiques 2021

L'organigramme de l'AID Coordination

Le plan d'actions du réseau

En janvier 2019, toute l'équipe de l'AID coordination a eu le plaisir de présenter son plan d'action pluriannuel 2019-2021 lors de l'Inter-AID.

Ce plan d'action a été validé par ses membres et son conseil d'administration. Il sera actualisé annuellement et permettra de soutenir les missions dévouées à la coordination et présenté en détails dans le chapitre 4 de ce rapport « L'AID Coordination et le cahier des charges »

OBJECTIFS ET PRIORITÉS 2019-2021

REPRÉSENTATION		
Finalités	Objectifs	Priorités
Représenter et défendre les intérêts des centres de formation AID et leurs stagiaires	Assurer la représentation et la défense des intérêts des centres AID et des stagiaires au niveau: + du mouvement (MOC, CSC) + du secteur (Interfédéré, Febisp) + des instances de concertation sociale (CE/CPPT mouvement social, Fesefa) + des administrations régionales (DG, Forem, Bruxelles Formation) + des Ministères de l'Emploi et de la Formation régionaux	Assurer la présidence de l'Interfédéré en 2019
		Assurer la représentation et la défense du secteur dans le cadre des élections et de la mise en place des nouveaux gouvernements régionaux
		Co-construire et alimenter les mandats des représentants par les membres

AIDE A LA GESTION

Finalités	Objectifs	Priorités
<p>Suivi de l'évolution des législations</p>	<p>Identifier l'évolution des législations susceptibles d'impacter les centres de formation. Synthétiser et vulgariser l'information. Identifier les enjeux. Construire des pistes de réponses. Développer des stratégies de lobbying pour influencer les dispositifs futurs</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Avant-projet AGW CISP - Avant-projet Guide des dépenses éligibles - Avant-projet décret insertion - Réforme du droit des sociétés - UBO <p>=> Identification des enjeux + lobbying</p> <p>Méthode: + travail d'analyse et de vulgarisation par l'AID Coordination + alimentation par les centres d'éléments pour construire le positionnement AID + information via l'Inter AID et AID en Bref.</p>
		<p>Développer des outils et actions de résistance et d'adaptation pour répondre aux évolutions législatives. Accompagner les centres dans l'implémentation de ces outils et actions</p> <p>Méthode: + groupes de travail en Inter-AID ou spécifiques + accompagnement individuel</p>
		<p>Pérenniser et stabiliser le système de veille:</p> <ul style="list-style-type: none"> + Construire au départ de ressources internes et externes un "pool" d'experts sur les différentes matières + Archiver et référencer les notes d'analyses et les outils de gestion servant à répondre aux évolutions <p>=> lien avec les GT com et GT gestion</p>

Décret et inspections : Veille et soutien aux centres	Préparer les centres à être en ordre par rapport aux prescrits Accompagner et/ou défendre les centres lors de litiges avec les inspections Construire un rapport de force collectif (via Interfédé, Febisp...) => lien représentation	Affiner la check-list des différentes "preuves" à fournir Définir des procédures à mettre en place (appels d'offre, signatures des stagiaires...) Méthode (Opérationnalisation via GT Gestion): + Sur base des bonnes pratiques existantes => sous-groupes spécifiques + Formalisation et mutualisation via l'Intranet par l'équipe
		Organiser le retour d'information (mutualisation) en fonction de la façon dont se déroulent les inspections. => Via l'Inter-AID (responsabilité des centres)
		Accompagner les centres wallons en cas de litige avec l'Inspection Accompagner les centres Bruxellois par rapport au FSE
Outils de gestion économique et financiers	Partage & élaboration d'outils et de pratiques pour améliorer la gestion administrative et financière des centres	Suivi de l'actualité (évolution des prescrits)
		En fonction des échéances récurrentes (inspections, rapports d'activité...)
		Réponse à des besoins spécifiques, individuels ou ponctuels
FM Pro	Avoir un outil fonctionnel d'encodage des données stagiaires qui rencontre les besoins d'une majorité d'usagers (appropriation, autonomie, fonctions, facilité d'encodage, adaptation aux besoins, etc.)	Développement des modules et options restants
		Accompagnements individuels (en permanence / sur demande) Formation collective (?)
		Développement de solutions complémentaires ou alternatives

Evaluation des pratiques / Pertinence de nos pratiques	Développement d'un outil/ méthodologie pour évaluer l'impact social de nos actions	Recherche de support / bonne pratique pertinents pour mesurer la faisabilité dans notre secteur
		Appel à projet sur la thématique pour développer un outil / méthode adaptés au secteur
Gestion des ressources humaines	Développer des outils de gestion des collaborateurs/Motivation des équipes	Identification des besoins
		Recherche et mutualisation d'outils et de méthodes appropriés
		Implémentation et testing des outils et méthodes

AIDE AU DÉVELOPPEMENT

Finalités	Objectifs	Priorités
Evolution des filières de formation et des compétences des formateurs	Développer de nouvelles filières porteuses	Appropriation critique des métiers en pénurie
		Identification de l'offre de formation par bassin
		Reconversion des formateurs en lien avec l'évolution des filières
Formation continuée des travailleurs	Assurer une formation continue organisée des travailleurs	Plans de formation individuels et collectifs
		Faire le lien avec les développements péda/formation de l'Interfédé
		Organisation de rencontres thématiques de travailleurs
Reconnaissance des acquis des stagiaires en ISP	Valorisation des acquis des stagiaires et fluidification des parcours de formation (passerelles et filières entre opérateurs EFP)	Analyse des dispositifs d'évaluation
		Démarche qualité
		Expérimentation des systèmes développés
Diversification des sources de financement (subventions et activités fonds propres)	Soutenir le développement des activités des centres	Relevé des appels à projet et sources de financement autres
		Conseil et stratégie pour le développement des centres

ANIMATION PÉDAGOGIQUE		
Finalités	Objectifs	Priorités
Outils d'évaluation et de suivi des stagiaires (PIF, etc..)	Développement et évolution des modèles types et des méthodes d'évaluation et de suivi	Mutualisation des modèles et méthodes d'évaluation et de suivi
		Différenciation des besoins entre Défi et EFT
		Développer les méthodologie et outils d'évaluation
Analyse des pratiques d'évaluation des stagiaires et de leur progression	Développement d'une démarche qualité	Evaluation de nos pratiques d'évaluation des stagiaires et de leur progression
		Etude et analyse des pratiques existantes "démarche qualité"
Filière Orientation	Développement des pratiques pour les filières concernées	Suivi des GT orientation de l'IF
		Analyse des résultats GT IF
		Identification des besoins non rencontrés
Précarisation des publics	Comprendre et appréhender les impacts de la précarisation des publics sur la formation et le recrutement des stagiaires	Objectiver les ressentis, approfondir le sujet en analysant la précarisation et les phénomènes de désaffiliation/disqualification sociale des publics
		Adapter les pratiques aux nouvelles réalités sociales/sociétales
		Plus transversal/externe > Assemblée sectorielle sur le sujet/Lobbying-Sensibilisation
La formation sur chantier en EFT	Mieux articuler la dimension formation avec les activités chantier	Mutualisation des besoins des formateurs EFT/chantier et analyse des pratiques en l'état actuel
		Adapter les pratiques en remettant la formation/l'apprentissage et les compétences au centre des chantiers
		Articuler la formation sur chantier avec les référentiels IF

Elaboration du projet post-formation et suivi des stagiaires	Mutualisation / développement des outils d'élaboration du projet post-formation Mutualisation / développement des outils de suivi post-formation	Identification des sources externes de financement
		Méthode de construction du projet post-formation
		Analyses des méthodes d'évaluation du taux d'insertion des stagiaires

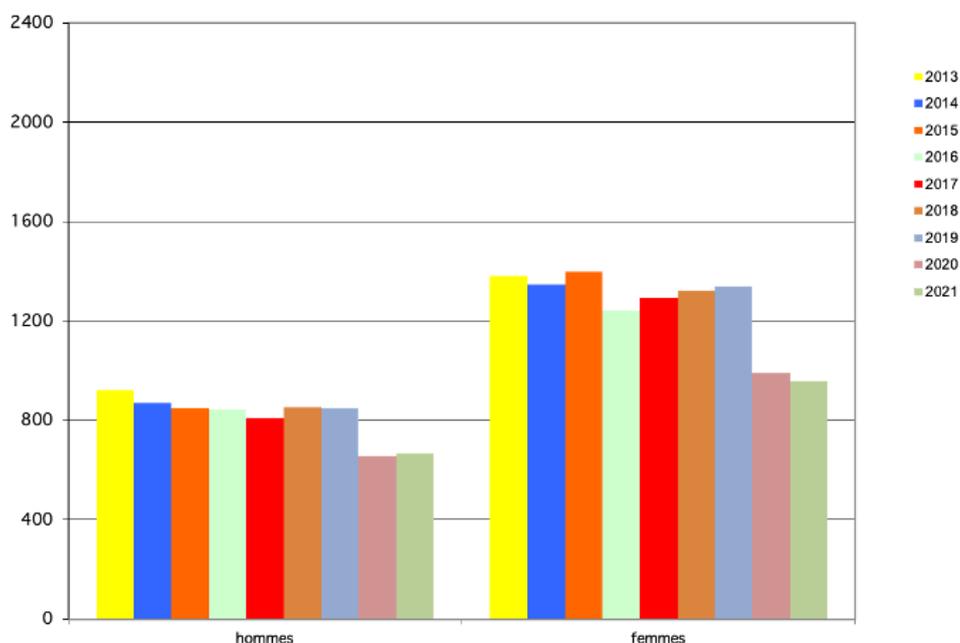
INFORMATION ET COMMUNICATION

Finalités	Objectifs	Priorités
Valoriser et rendre accessible le travail de fond réalisé dans le cadre de ce plan d'action	Avoir une information mise à jour, bien organisée, synthétique et facile d'accès (Intranet, Trello,...), qui relaie les productions et l'état des travaux relatifs aux différentes thématiques	Capitalisation des informations et outils
		Diffusion de l'information
		Soutien à la production de supports
Accompagner et soutenir la communication des centres	Soutenir la réflexion sur les canaux de communication pertinents pour le développement des activités des centres	Appuyer le développement économique par la communication
		Appuyer le recrutement des stagiaires
		Réflexion sur une stratégie de communication globale

Les statistiques 2021

1. Ventilation du public accueilli par sexe

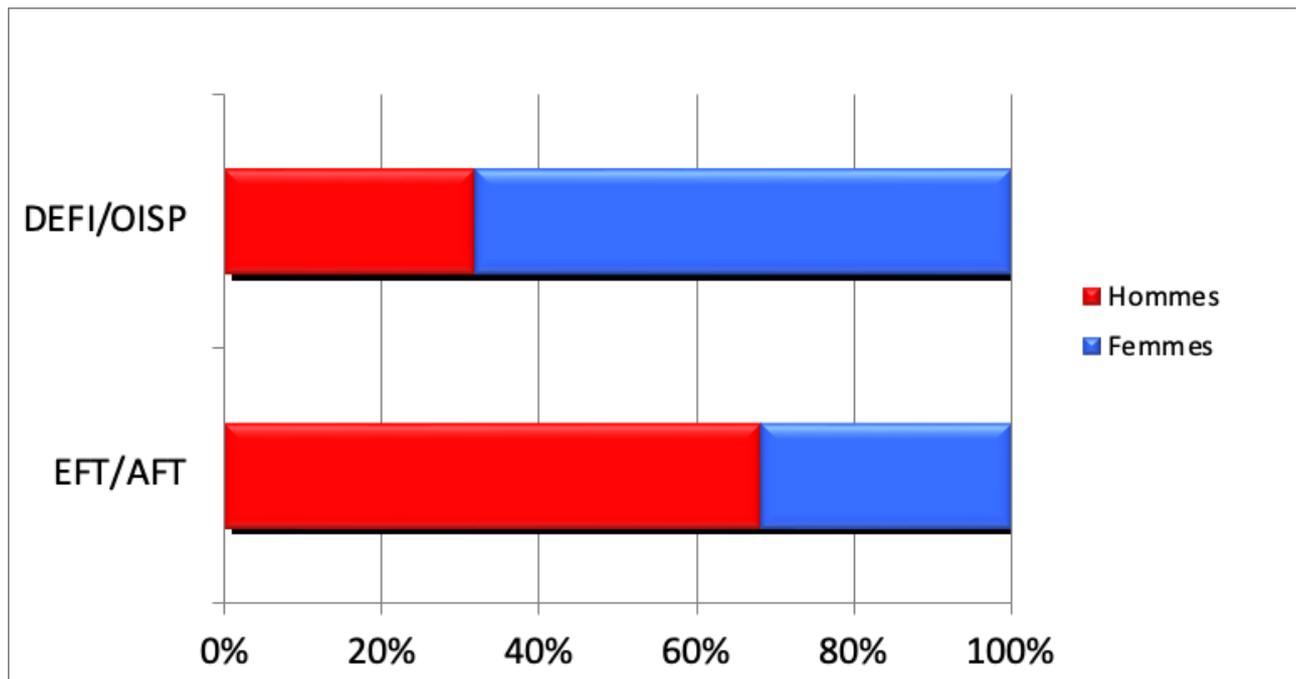
Les femmes sont toujours largement majoritaires parmi notre public. Il y a très peu d'évolution d'une année à l'autre.



2021	Hommes	Femmes
Chiffres absolus	666	960
En pourcentage	41 %	59 %

Les femmes sont majoritairement présentes dans les filières DEFI/OISP, comme nous le verrons ci-après.

2. Des filières de formation sexuées



Suivant le type de pédagogie développée, il apparaît clairement que les femmes sont plus présentes que les hommes dans les filières DEFI/OISP (68% de femmes) mais sont moins présentes dans les filières EFT (32% de femmes).

Ce résultat très marqué est aussi à mettre en regard avec le nombre de filières en DEFI/OISP et EFT/AFT.

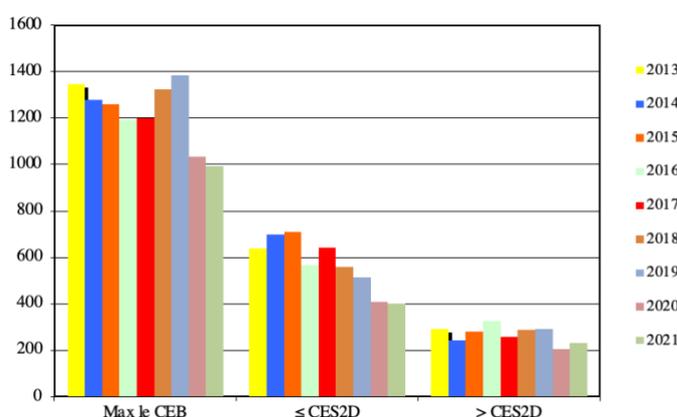
3. Niveau d'études à l'entrée par année

La mission des CISP est de former un public éloigné de l'emploi notamment pour des raisons de diplôme et correspond à nos options politiques.

Comme le montre le tableau ci-dessous, en 2021, on retrouve dans la structure de notre public AID, une forte proportion (65%) de stagiaires disposant au maximum du certificat d'enseignement secondaire du deuxième degré (CES2D) : 23% des stagiaires n'ont pas de diplôme, 17% disposent du CEB et 25% sont titulaires du CES2D. Les stagiaires ayant obtenu leur certificat d'enseignement secondaire supérieur (CESS) constituent 13% des bénéficiaires et seul 1% d'entre eux peuvent se prévaloir d'un diplôme de l'enseignement supérieur. Enfin, une proportion importante de stagiaires (21%) dispose d'un diplôme qui n'est pas reconnu en Belgique.

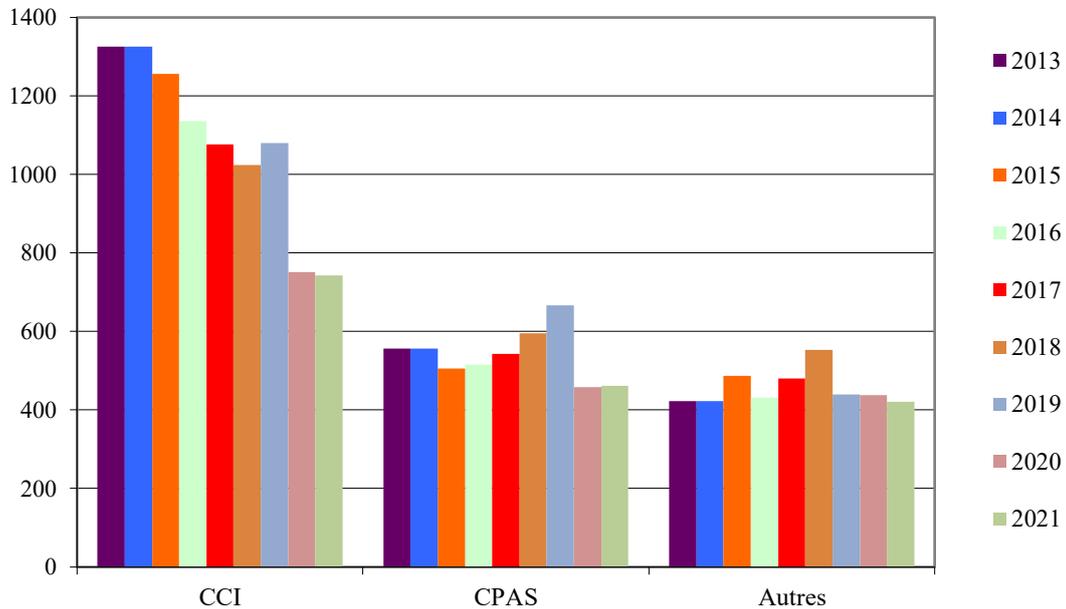
2021	sans diplôme	CEB	CES2D	CESS	Supérieur	Non reconnu
Chiffres absolus	364	282	400	212	21	347
En pourcentage	23 %	17 %	25 %	13 %	1 %	21 %

Dans le graphique pluriannuel ci-dessous, précisons que les stagiaires ne disposant pas d'un diplôme reconnu sont repris sous la mention « max le CEB », tandis que les stagiaires disposant d'un diplôme « supérieur » sont repris sous la mention « >CES2D ».



4. Statuts administratifs à l'entrée

Jusqu'en 2015, les stagiaires étaient répertoriés selon trois statuts que nous avons voulu conserver pour nous permettre des comparaisons sur notre graphique pluriannuel : chômeur complet indemnisé (CCI), bénéficiaire des allocations du CPAS et demandeur d'emploi inoccupé hors CCI.



	Chômeurs indemnisés	Chômeurs non indemnisés	
		CPAS	Autres
Chiffres absolus 2021	751	458	438
En pourcentage	46 %	28 %	26 %

Les chômeurs complets indemnisés représentent 46% de notre public. Ce pourcentage est identique par rapport à 2020. Les 54% restants se répartissent entre les personnes relevant du CPAS (28%) et de la catégorie «autres» (26%) qui recouvre les personnes qui n'ont pas de revenu car elles sont à charge d'une autre personne. La diminution graduelle depuis 2015 de la proportion des stagiaires «chômeurs complets indemnisés» (excepté en 2019 où elle s'était stabilisée) est à mettre en lien avec "l'activation du comportement de recherche d'emploi" de l'Onem qui peut entraîner l'exclusion des personnes des allocations de chômage. Elles se retrouvent avec la seule perspective de l'assistance des CPAS ou de leur famille.

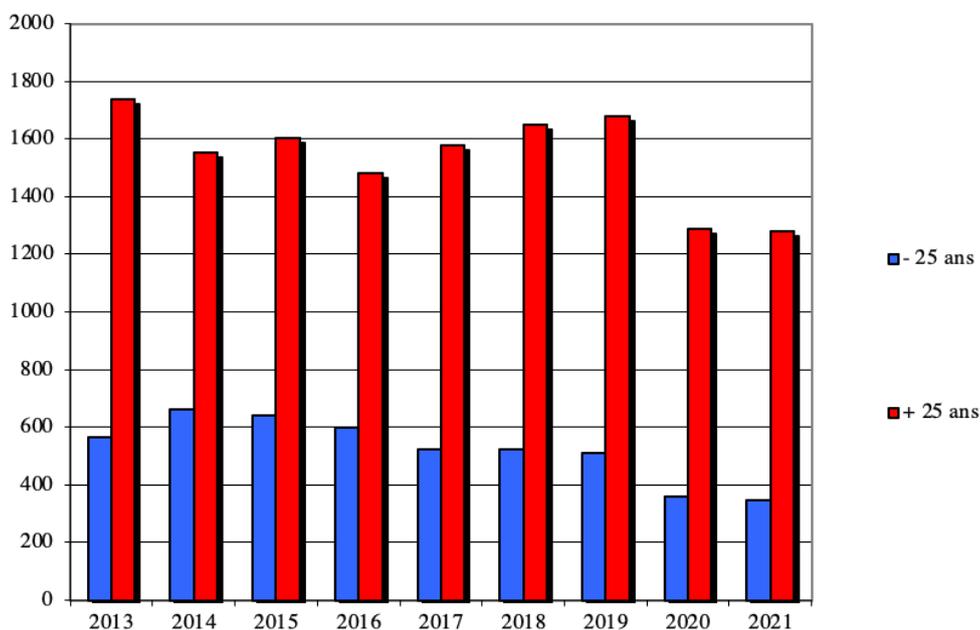
5. Ages des stagiaires à l'entrée

	- 25 ans	+ 25 ans	+ 50 ans
Chiffres absolus 2021	345	1110	171
En pourcentage	21 %	68 %	11 %

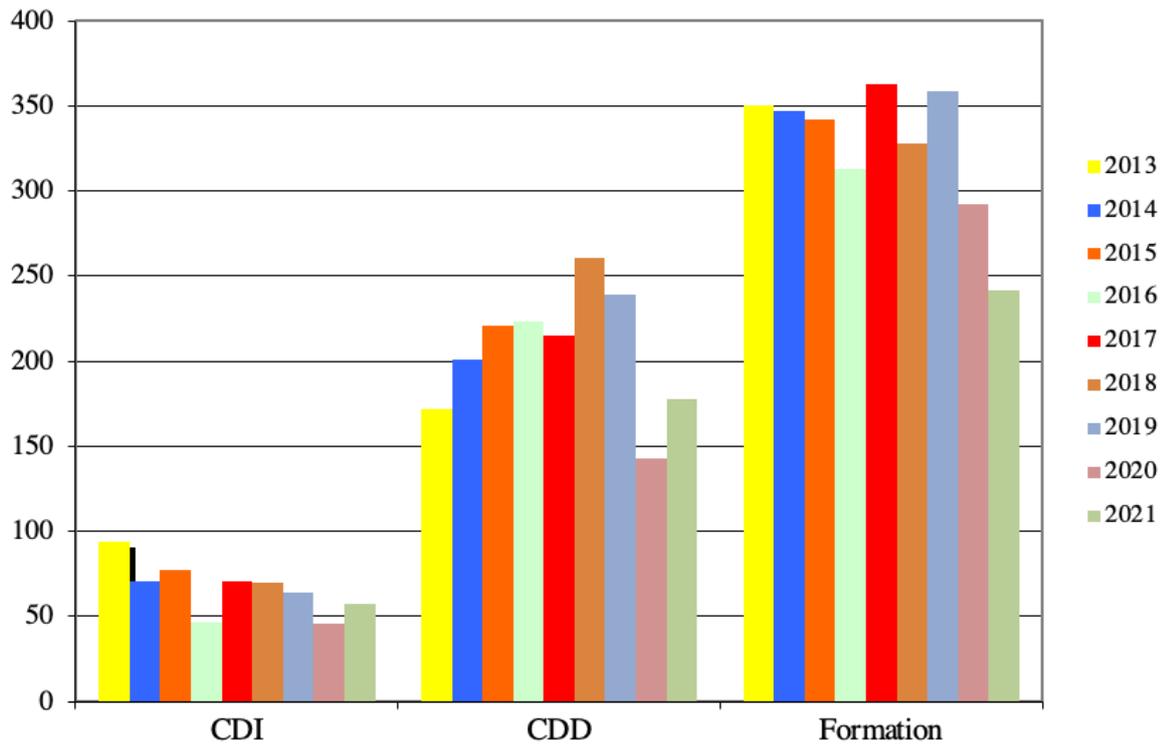
Les stagiaires qui fréquentent les centres de formation ont majoritairement plus de 25 ans (79% si on additionne les « + 25 ans » et les « + 50 ans »). Ce ne sont pas des jeunes qui sortent de l'école. Les 10% de personnes de + de 50 ans sont également significatifs. Nous formulons l'hypothèse d'un lien avec la mise en place de la procédure d'activation du comportement de recherche d'emploi qui, depuis le 1^{er} janvier 2015, n'est plus soumise à une limite d'âge et est donc applicable jusqu'à l'âge de la pension.

On peut par ailleurs constater une diminution graduelle des moins de 25 ans depuis 2015.

Dans notre graphique pluriannuel, nous précisons que les stagiaires de « + 50 ans » sont repris sous la mention « + 25 ans ».



6. Les résultats d'insertion



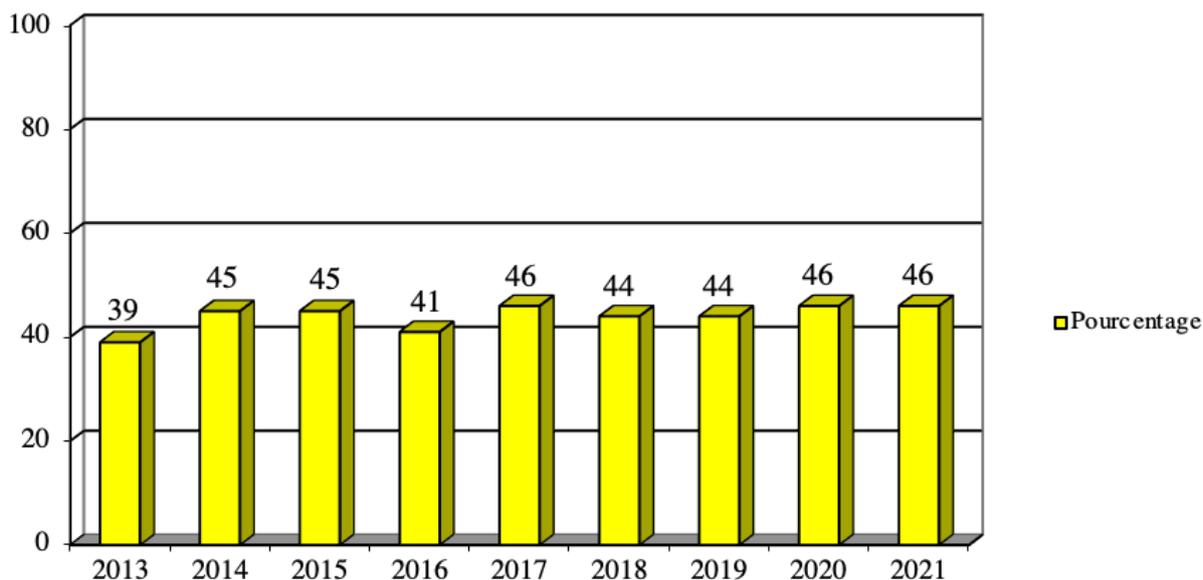
	Total des inscrits 2021	Stagiaires qui ont quitté ou terminé la formation en 2021	Emploi		Formation
			Durée indéterminée	Durée déterminée	
En chiffres absolus	1626	1037	57	178	242
Résultats d'insertion en %			6 %	17 %	23 %
			46 %		

En 2021, 64% des stagiaires ont quitté ou terminé la formation tout comme en 2020. Les résultats globaux d'insertion 2021 se maintiennent par rapport à 2020 (46%). 23% des stagiaires poursuivent une formation, contre 28% en 2020. Le pourcentage de contrats à durée indéterminée obtenus a progressé (+2%), tout comme celui des contrats à durée déterminée obtenus (+3%).

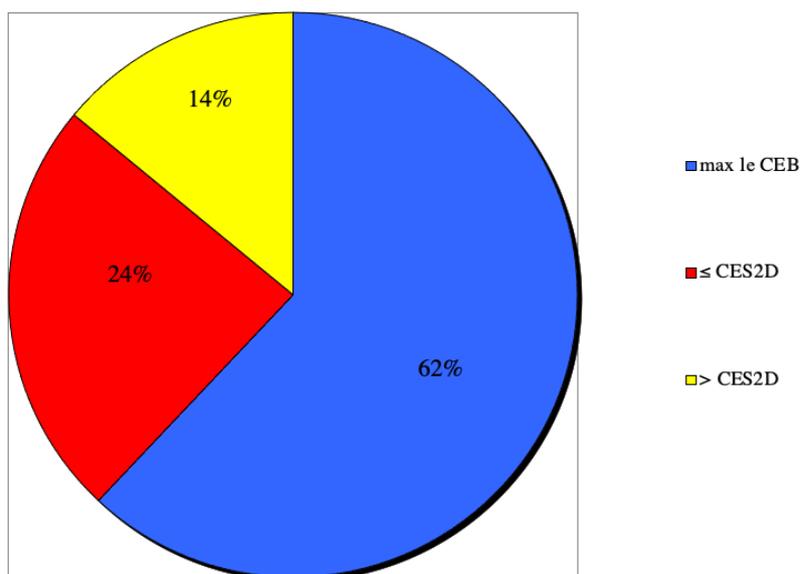
Dans tous les cas, on notera qu'il y a un enjeu à travailler la sortie du stagiaire et son accompagnement post-formation (c'est d'ailleurs une obligation du décret).

En pourcentage :

Les pourcentages d'insertion restent relativement stables depuis 2014, même s'il y a des évolutions dans le type d'insertion.



7. Tableaux croisés taux d'insertion / niveau de formation de base



	Stagiaires qui ont quitté ou terminé la formation pour un emploi ou une formation	Maximum le CEB	≤CES2D	> au CES2D
Stagiaires insérés	477	298	114	65
En pourcentage	100 %	62 %	24 %	14 %

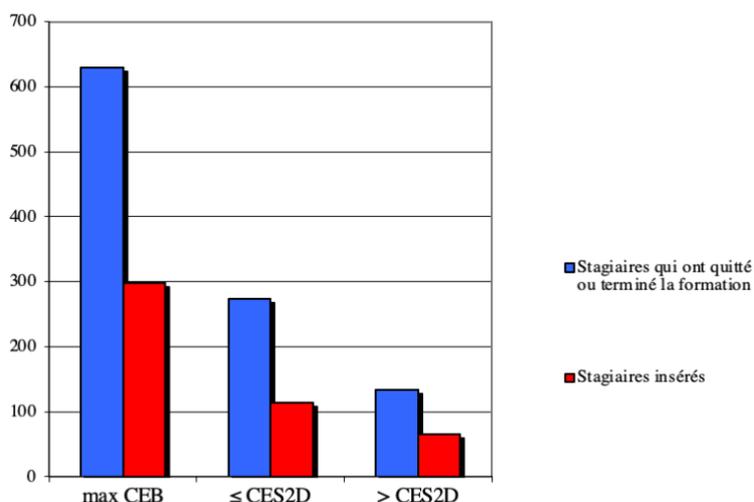
A côté des chiffres absolus et d'un regard macro, il nous a semblé intéressant de croiser l'insertion et le niveau d'étude initial, car les stagiaires qui ont un emploi ou poursuivent une formation ne sont-ils pas ceux qui au départ avaient les plus grandes possibilités d'insertion ?

En 2021, on peut constater que les stagiaires qui disposent :

- au maximum du CEB, représentent 61% de notre public pour 62% d'insertion ;
- au maximum du CES2D, représentent 25% de notre public pour 24% d'insertion ;
- d'un diplôme supérieur au CES2D, représentent 14% de notre public pour 14% d'insertion.

Proportionnellement, on s'aperçoit que le niveau de formation initial des stagiaires a un impact sur leur taux d'insertion.

8. Regardons de plus près le lien insertion et formation initiale



	Total	Maximum le CEB	≤CES2D	> au CES2D
Stagiaires qui ont terminé ou quitté la formation	1.037	629	274	134
Stagiaires insérés	477	298	114	65
En pourcentage	46 %	47 %	42 %	48 %

La formation initiale est-elle un facteur facilitant une insertion professionnelle ?

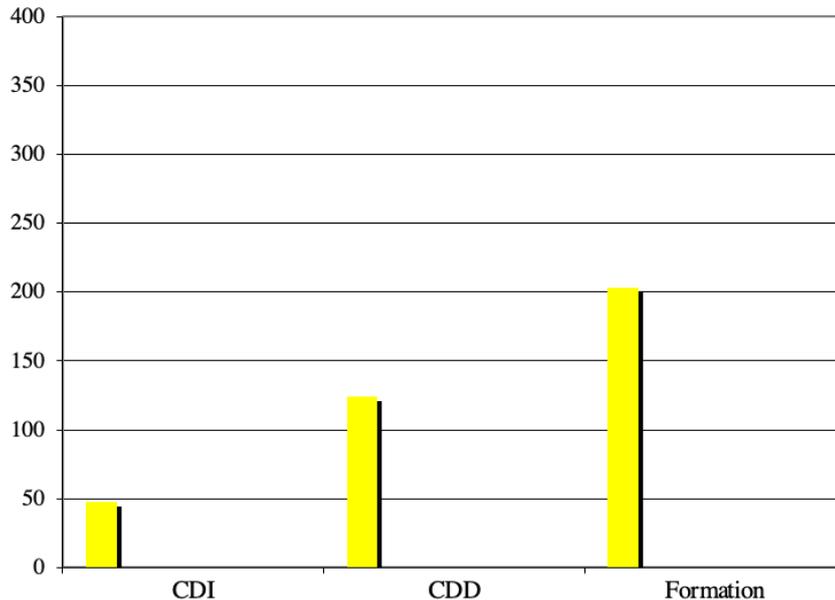
Comment lire le tableau ci-dessus ?

Quand on a au maximum le CEB, on a 4,7 chances sur 10 de "s'insérer" (emploi ou formation). C'est sensiblement plus que la proportion pour les stagiaires disposant au maximum du CES2D (4,2 chances sur 10), mais un peu moins que pour les stagiaires disposant d'un diplôme supérieur au CES2D (4,8 chances sur 10). Le taux d'insertion de ces derniers reste supérieur à la moyenne.

L'examen de la catégorie plurielle des stagiaires ayant au maximum le CEB (sans diplôme/CEB/diplôme non reconnu) laisse apparaître des disparités au sein de cette catégorie, entre les stagiaires sans diplôme ou avec le CEB qui ont 3,9 chances sur 10 de se réinsérer, et les stagiaires ne disposant pas d'un diplôme reconnu qui, eux, ont 6 chances sur 10 de se réinsérer.

9. Et pour les stagiaires qui ont achevé leur formation ?

9.1 Les résultats d'insertion des stagiaires qui ont terminé la formation

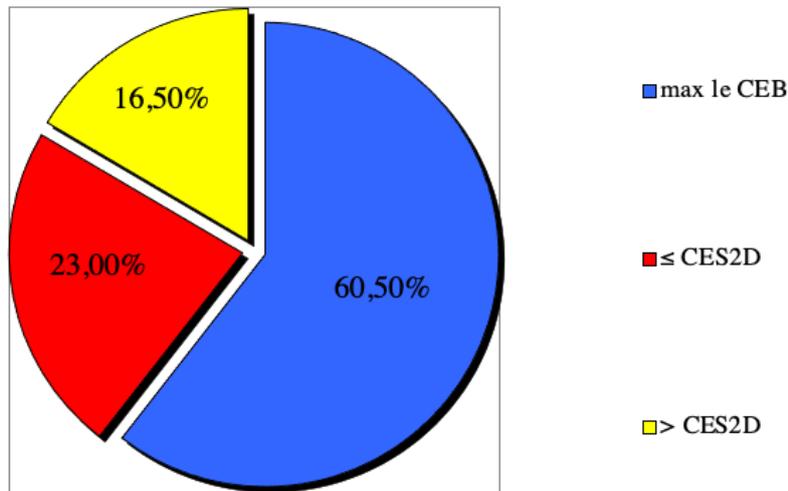


		Emploi		
Total des inscrits 2021	Stagiaires qui ont terminé la formation en 2021	Durée indéterminée	Durée déterminée	Formation
1626	743	48	124	203
		50 %		

Les résultats globaux d'insertion sont légèrement plus élevés pour les stagiaires qui ont terminé leur formation : 50% en comparaison des 46% pour tous les stagiaires sortis en 2021, qu'ils aient quitté ou terminé la formation.

23% de stagiaires ont obtenu un emploi en fin de formation (19% en 2020) et 27% poursuivent une nouvelle formation (31% en 2020).

9.2 Tableaux croisés taux d'insertion / niveau de formation de base



	Stagiaires qui ont terminé la formation pour un emploi ou une formation	Maximum le CEB	≤CES2D	> au CES2D
Stagiaires insérés	375	227	86	62
En pourcentage	100 %	60,5 %	23 %	16,5 %

En croisant l'insertion des stagiaires qui ont terminé leur formation et le niveau d'étude initial, on peut constater que les stagiaires qui disposent :

- au maximum du CEB, représentent 61% de notre public pour 60,5% d'insertion ;
- au maximum du CES2D, représentent 25% de notre public pour 23% d'insertion ;
- d'un diplôme supérieur au CES2D, représentent 14% de notre public pour 16,5% d'insertion.

Les stagiaires insérés ayant terminé la formation représentent 79% des stagiaires insérés ayant quitté ou terminé la formation.

9.3 Regardons aussi de plus près le lien insertion et formation initiale

	Total	Maximum le CEB	≤CES2D	> au CES2D
Stagiaires qui ont terminé la formation	743	443	192	108
Stagiaires insérés	375	227	86	62
En pourcentage	50 %	51 %	45 %	57 %

Les stagiaires qui ont terminé leur formation et qui ont au maximum le CEB ont 5,1 chances sur 10 de se réinsérer. Alors que les stagiaires disposant au maximum du CES2D ont 4,5 chances sur 10 et les stagiaires disposant d'un diplôme supérieur au CES2D ont 5,7 chances sur 10.

L'examen de la catégorie plurielle des stagiaires ayant au maximum le CEB (sans diplôme/CEB/diplôme non reconnu) laisse apparaître que les stagiaires (sans diplôme/CEB) ont 4,5 chances sur 10 de se réinsérer, tandis que les stagiaires ne disposant pas d'un diplôme reconnu ont 5,8 chances sur 10 de se réinsérer.

Globalement, on peut dire que tous les stagiaires qui terminent la formation voient leur chance d'insertion maximisée, à l'exception des stagiaires disposant au maximum du CES2D.

L'organigramme de l'AID Coordination

